



Le gouvernement s'acharne sur les fonctionnaires ! Si nous ne les arrêtons pas, ils nous prendront tout !

Montreuil, le 29 octobre 2024

3 jours de carence pour « responsabiliser les fonctionnaires » (G. Kasbarian)

Dans le cadre du budget 2025 et des 60 milliards d'économies à réaliser sur le dos des salariés et des services publics, le gouvernement Macron-Barnier prévoit d'allonger de 1 à 3 jours le délai de carence pour les fonctionnaires et de réduire de 100 à 90% le traitement indiciaire perçu pendant des arrêts de maladie ordinaire.

Ainsi, après l'annonce de 4000 suppressions de postes à l'Education nationale, le ministre de la Fonction Publique parle de "responsabiliser les agents" ! Abject !

La FNEC FP-FO rappelle que c'est la politique menée par les gouvernements successifs qui est la principale responsable de la dégradation de la santé des agents : suppressions de postes, contre-réformes (inclusion systématique, évaluation PPCR...), absence de médecine de prévention... !

Cette mesure sur les arrêts maladie intervient au moment où va être discuté à l'Assemblée nationale un PLFSS 2025 qui prévoit les pires attaques contre la Sécurité sociale, notamment contre les arrêts maladie des salariés du privé. Une vraie « mesure d'égalité » serait l'abrogation des jours de carence dans le public comme dans le privé.

Pour maintenir les dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux et d'exonérations de cotisations sociales au patronat, le gouvernement va chercher ses économies ailleurs : dans les poches des malades, quitte à stigmatiser et culpabiliser les fonctionnaires ! Ce serait donc paupériser davantage les agents publics, après de nombreuses années de gel du point d'indice, et prendre le risque de voir des agents, pris à la gorge, venir travailler malades et se mettre encore davantage en danger.

Quelles sont les prochaines étapes ?

Le ministre de l'économie a jugé qu'une deuxième « journée de solidarité » était une « proposition intéressante ». Une nouvelle journée de travail gratuit !

Et ce mardi 29 octobre, le ministre Kasbarian a annoncé que les mesures de l'ex-ministre Guerini ne devaient pas « être mises à la poubelle ». Il se déclare favorable à la rémunération au mérite, à la suppression des catégories A B et C, et au licenciement des fonctionnaires pour insuffisance professionnelle...

Si nous ne les arrêtons pas, ils nous prendront tout !

Annulation des 4000 suppressions de postes, augmentation des salaires, abrogation de la réforme des retraites, retrait de toutes les mesures anti-sociales ! La FNEC FP-FO s'est adressée aux autres fédérations pour leur proposer de maintenir le préavis de grève (à compter du lundi 4 novembre 2024) et d'organiser ensemble la mobilisation nécessaire.

La FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir dès la rentrée pour préparer la mise en échec de ces plans funestes par la mobilisation, la grève pour gagner !